

## Entretien avec J.-C. Mailly

(I>Télé, 13 avril 2010)

réalisé par L. Bazin

*Notre invité politique, ce matin, notre invité ce matin, syndical en l'occurrence, c'est J.-C. Mailly, bonjour.*

Bonjour.

*Le secrétaire général de Force ouvrière. Hier, vous étiez dans le bureau d'E. Woerth, pour ouvrir la « concertation » ou la « confrontation » sur les retraites. On s'est demandé si vous aviez fait un lapsus en sortant, en parlant de « confrontation » ?*

Non, non, ce n'était pas un lapsus, c'est le début d'une concertation mais c'est une concertation qui est tout de suite une confrontation, puisqu'on est sur les analyses et des positions qui sont différentes. Donc on est vraiment dans une confrontation à la fois d'idées mais une confrontation qui va être un combat également, c'est clair.

*Mais on ne peut pas s'empêcher de fonctionner comme ça, en France ?! On donne l'exemple souvent des Suédois, qui ont mis 14 ans à réfléchir, 5 ans à négocier une réforme des retraites qui a sauvé leur système. On n'est pas capable de faire ça, nous ?*

Attendez ! 14 ans, allez demander au président de la République de mettre 14 ans pour discuter des retraites. Lui, c'est 3 mois. Donc il y a quand même entre 3 mois et 14 ans une grande différence. Mais à partir du moment où le Gouvernement d'abord décide de s'attaquer au dossier des retraites, alors que je l'ai réaffirmé au ministre, hier, pour nous, ce n'est pas l'urgence. Je rappelle d'ailleurs qu'il y a quelques mois le Premier ministre lui-même disait que ce n'était pas urgent, qu'il fallait faire ça en 2012. Depuis il a changé de position, vraisemblablement à la demande du président de la République.

*Pourquoi ?*

Parce qu'on a le sentiment que c'est une question de marqueur politique : il faut qu'on montre que boum, comme dans les autres pays, symboliquement, il faut mettre en cause, par exemple, le droit à la retraite à 60 ans, voilà, il faut que ce soit politiquement marqué, etc.

*Que des symboles tombent, c'est ça que vous imaginez ?*

Oui, ce qu'il considère comme un symbole, à un moment donné. Le droit au départ à

60 ans, ça doit être dans leur tête, c'est un des éléments, ce n'est pas le seul, un symbole qu'il faut casser. Montrer qu'on l'a cassé, voilà !

*Pour quoi ? Pour reconquérir un électorat ?*

Après c'est leur problème, peut-être que c'est...

*Je m'intéresse, c'est vous qui m'emmenez sur ce terrain-là.*

Non, mais je veux dire que c'est peut-être, que c'est de la politique politicienne. Il y a une partie de politique politicienne. Sauf qu'on ne joue pas comme ça, avec à la fois la situation de millions de salariés, la situation des jeunes générations qui demain pourront partir à la retraite. Qu'on ne se pose pas les vraies questions. Je vais prendre un exemple : quelqu'un qui a 30 ans en moyenne, aujourd'hui, homme ou femme, il a en moyenne 30 trimestres de validés. Ca veut dire que dans les conditions actuelles...

*Il faut travailler 7 années en gros...*

A peu près, un peu plus. Dans les conditions actuelles, il ne pourra pas partir, pour avoir une retraite à taux plein, avant 63 ans et demi. Donc maintenir le droit à la retraite pour pouvoir partir à 60 ans, à taux plein, ce n'est pas surréaliste. C'est quelque chose de concret. Or ils en font une bagarre...

*Mais si de facto, J.-C. Mailly, vous venez de le dire, il ne sera pas parti en moyenne avant 63 ans, pourquoi maintenir cette barre à 60 ans ? Pourquoi en faire un casus belli ? Parce que c'est ça que vous faites ? Vous en faites un casus belli ?*

Oui, on a dit que là-dessus on ne bougera pas. Parce que aujourd'hui, il y a 70...

*Enfin eux bougeront pour vous !*

Si, nous on est prêt à bouger sur d'autres choses. Sur la question financière, on est prêt à travailler sérieusement. Il y a 70 % des salariés qui aujourd'hui, liquident leur pension - je ne dis pas qu'ils s'arrêtent, parce qu'ils sont virés avant, bien souvent - mais qui liquident leur pension, qui ont 60 ans au moins. 70 %, on va leur dire quoi à ceux-là ? Vous allez bosser, 2 ans, 2 ans de plus. Attendez, ce n'est pas sérieux. Et en plus même, ça ne résoudra même pas les problèmes financiers, donc qu'on ne nous dise pas que c'est...

*Pourquoi vous dites ça ?*

Parce que même s'il repoussait, ce qui est inadmissible pour nous, de deux ans, par exemple, ça ne règlera pas les problèmes financiers de la retraite.

*On estime que ça fera 6,6 milliards d'économies en 2020 ?*

Oui, ça c'est des estimations, oui en 2020. Mais ça veut dire que ça ne règle pas les problèmes financiers qui sont...

*Ça ne suffit pas à les régler, disons ?*

Ça ne suffit pas à les régler, mais seulement on va dire aux gens : vous allez bosser plus longtemps. Au nom d'un principe faux, selon moi, selon lequel, parce qu'on vit plus longtemps on va devoir bosser plus longtemps. Je rappelle d'ailleurs que chaque année, un salarié qui a ses droits, qui peut partir, peut dire à son employeur : écoutez, moi, je souhaite rester un an de plus. Ca, ça ne nous pose pas de problème, c'est un choix volontaire. Bien souvent, c'est les employeurs, qui disent : ah ! Non, non, non, on ne veut plus vous garder, on vous licencie. Et tous ceux qui voudraient encore travailler avant 60 ans, ils ne peuvent pas travailler. Il y en a 40 % qui ne sont plus en activité. Alors tous ces problèmes-là, on ne les règle pas. Par contre, on va dire : vous allez bosser plus ! Et je l'ai dit au ministre hier, j'ai dit : attendez, pourquoi on se voit ? Pourquoi on se voit ? C'est bien parce qu'il y a un problème financier ? Il me dit : oui, c'est parce qu'il y a un problème financier. Donc si vous voulez à un moment donné repousser l'âge, ce n'est pas pour une question de philosophie, de travailler plus etc., c'est bien pour régler un problème financier. Il le reconnaît. J'ai dit : c'est la mauvaise solution pour régler un problème financier. Travaillons sur les questions financières ?

*La bonne solution c'est quoi ?*

La bonne solution c'est de travailler...

*C'est les niches fiscales et sociales, auxquels le Premier ministre dit vouloir s'attaquer d'ailleurs par ailleurs ?*

Oui, enfin les niches, il n'y a pas que les niches, on a besoin dans notre pays d'une vraie réforme fiscale. Moi, je le dis, j'assume, pour Force ouvrière, nous, on n'est pas opposé à une augmentation de la cotisation. On discute de la part patronale/salariale, mais je rappelle, c'est un élément, parmi d'autres. Qu'un point de cotisation vieillesse en plus c'est 4 à 5 milliards d'euros de recettes. Là, non plus, ce n'est pas suffisant. Mais nous, on a listé toute une série de propositions, qui demandent du courage, qui demandent un certain temps, parce qu'il faut travailler sur une réforme fiscale également, qui peuvent conduire à avoir à peu près 20

milliards d'euros de recettes supplémentaires par an. Ce qui serait suffisant. Visiblement, ce n'est pas leur problème.

*Est-ce que vous ne pourriez pas, les syndicats - parce que là, on vient de parler du Gouvernement, sur qui vous cassez du sucre, j'entends- vous unir ? C'est quand même extraordinaire, vous êtes arrivés tous ensemble, hier matin, avec chacun son idée sur la question, sans vous être vus pratiquement avant ?*

Mais attendez, ce serait bien qu'il y ait une unité d'action. Si l'on veut...

*Vous l'avez demandée la semaine dernière, je crois, par une lettre à vos confrères, à vos camarades ?*

Oui, moi, j'ai écrit à mes camarades des différentes organisations, en disant voilà quelles sont les positions de FO qui ont été débattues dans les instances de FO, au parlement de FO, voilà quelles sont les positions. On en a discuté entre nous, en bilatéral, puisqu'on a rencontré les autres en bilatéral, et puis voilà, nous quelles sont les modalités qu'on souhaiterait, considérant qu'on tient compte de l'expérience et que les manifs à répétition, ça ne marche pas. Voilà !

*B. Thibault vous a répondu qu'en gros vous attendez dans les prochaines manifs, si j'ai bien lu sa lettre qui a été publiée par l'AFP et il vous répond avec une forme d'ironie cinglante, que finalement le fauteur de division c'est vous. Ce qui n'est pas faux ! C'est vous, qui vous vous êtes retiré du train ?*

La réponse de B. Thibault, je veux dire, n'est pas à la hauteur, c'est une façon de fuir le débat. Elle n'est pas à la hauteur des enjeux. Ça me fait penser un peu à des gamins dans un bac à sable. Attendez, il faut sortir de ces bêtises-là. C'est une manière de ne pas répondre. La seule question que je posais, c'était de dire : attendez, est-ce qu'on va repartir dans un cycle de manifestations à répétition ? J'avais pris une formule l'année dernière, je dis : jusqu'au mois de juin, on fait les baskets et après au 1er juillet, on prend les tonges. Est-ce que c'est ça ? Ça veut dire que ça ne marche pas. On l'a vu, ce n'est pas de l'idéologie, on l'a pratiqué, ça n'a pas marché. Est-ce qu'on va recommencer la même chose ou est-ce qu'on fait autre chose ? Voilà, c'était ça. Mais on est bien conscient que si on veut réussir, et quand je dis réussir, c'est gagner, ne pas (se voir imposer) par exemple que les salariés travaillent plus longtemps.

*Il faut faire reculer le Gouvernement, parlons clair !*

Oui, (faire) reculer le Gouvernement, c'est ça que ça veut dire. Faire reculer le Gouvernement mais aborder sérieusement le dossier, avec des solutions fiscales. Il vaut mieux être dans l'unité d'action que chacun de son côté. C'est évident.

*Vous excluez « un recours à la rue » je mets des guillemets volontairement ?*

Non, mais je veux dire, ce que l'on dit...

*Vous, vous n'êtes pas en train de me dire : en septembre, on n'appellera pas à une grande manif pour bloquer le projet au moment, ou peut-être en juin, je n'en sais rien.*

Mais non, nous, on a décidé qu'on prendrait des initiatives, dans tous les cas de figure. Si les autres ne veulent pas, chacun prendra ses responsabilités. Mais ce que je veux dire, l'année dernière, rappelez-vous, le mois de mars, le 19 mars 2009, chiffres syndicaux : 3 millions de personnes dans la rue, sur l'ensemble du territoire. Est-ce que ça a fait bouger le Gouvernement ? Non. Dans les indiscrets de presse, comme on dit, on dit même que le président de la République...

*Des rumeurs.*

Oui des rumeurs, voilà ! On dit même que le président de la République, je ne sais pas si c'est vrai, en juin ou en septembre s'attend à 3 ou 4 millions de personnes dans la rue, et que ça ne lui fait pas peur. Ça pourrait légitimer la nécessité de sa réforme.

*Il vous dit « chiche ! » d'une certaine manière, si c'est le cas ?*

Si c'est vrai, je ne sais pas, comme toujours, des rumeurs, on ne sait pas.

*Et vous le prenez comment ?*

Non, mais attendez, mais parce que ça ne marche pas les manifs à répétition.

*Donc il n'y aura pas de grande manif ?*

Bah ! Non. Ce qui peut... Nous, nous disons, depuis un bout de temps...

*Donc vous avez renoncé d'une certaine manière ?*

Mais non, nous disons depuis un bout de temps : si les manifs ça ne marche pas, qu'est-ce qu'on peut faire d'autre ? Et ce n'est pas extraordinaire ce qu'on demande. On dit, on essaie ensemble pour que ça ait de l'effet, de dire on essaie de bloquer le pays, pendant une journée. Voilà ! On verra ça après. Une chose à la fois.

*Allez ! Il va manquer 20 milliards à horizon 2020, on nous dit qu'il manquera, le Conseil d'Orientation des Retraites sera plus précis sans doute, demain, il manquerait*

*75, 100 milliards à horizon 2050. Très bien ! Vous m'avez dit, il y a des solutions. On fait quoi ?*

En 2050, je serai mort. D'ailleurs on sera tous mort.

*Moi j'ai regardé un peu les niches fiscales auxquelles le Premier ministre - et sociales - veut s'attaquer. 22 milliards au titre des 35 heures, qui bénéficient pour la plupart du temps à des grands groupes. Est-ce qu'on peut revenir dessus ?*

Ça, on l'a demandé, l'ensemble des syndicats d'ailleurs, à un sommet social l'année dernière, d'avoir une vraie évaluation des exonérations de cotisations sociales.

*On pourrait éventuellement en récupérer une partie ?*

Non, déjà que l'ensemble des exonérations soit compensé à la Sécurité sociale en perte de recettes. Ce qui n'est pas le cas. A savoir que chaque année, rien que pour les retraites, il manque 1 milliard. Déjà, ça ! Après il faut regarder l'évaluation, parce qu'avec le temps, 22 milliards en question sur 31 milliards d'exonération au total, les 22 milliards en question, ils ont été mis en place à un moment, au moment des 35 heures ? Depuis, il y a eu de la flexibilité, depuis il y a eu des gains de productivité, ça a été mangé, pour la plupart...

*Donc il faut réévaluer et peut-être il faut arrêter de subventionner les 35 heures ?*

Il faut réévaluer, la Cour des Comptes avait suggéré par exemple de faire un truc en sifflet qui coûtera moins cher. Voilà, ça fait des pistes possibles.

*Des exonérations de plus-values sur les cessions de filiales ?*

Bien sûr, 20 milliards d'euros en 3 ans, quand même ! Voilà, ça c'est des pistes...

*20 milliards d'euros en 3 ans, vous m'avez dit ?*

En 3 ans ça a coûté, oui.

*C'est-à-dire à peu près le prix que vous estimez être celui du recul de l'âge légal à 62ans, c'est ça ?*

Je ne sais pas si c'est le coût exact de ce que coûtera et ce que coûterait un recul à 62 ans...

*Puisque c'est une question d'argent, j'essaie de mettre des chiffres en face, c'est intéressant. Exonération de plus-values...*

Oui, mais nous, on peut trouver 20 milliards par an, ce qui est largement suffisant ?

*Sur les stocks-options ?*

Oui, bien sûr, mais ça aussi, mais y compris, nous, on est favorable à mettre de la cotisation sur l'intéressement à la participation, qui est très peu pour le moment. Ça peut faire 2 à 3 milliards d'euros de recettes, pareil sur les stocks-options, c'est l'accumulation de différentes mesures qui serait en même temps des mesures de justice sociale et de justice fiscale, qui permettrait de trouver une solution. Mais ça suppose d'avoir un certain courage, un vrai courage politique.

*L'exonération sur les tickets restaurants ?*

Mais non ! Ca, il faut arrêter.

*Tiens, elle me vient comme ça !*

Non, attendez, ça, ça fait partie de ce qu'ils appellent les niches sociales. Expliquer à des salariés qui aujourd'hui ont un ticket restaurant, c'est fait pour manger le midi, quand on a un ticket restaurant, il y a même des endroits aujourd'hui, où quand vous êtes en zone rurale, et que vous pouvez bénéficier de tickets restaurants, ce n'est pas le cas de tous les salariés, il n'y a pas de resto à côté, etc., ils les utilisent pour acheter autre chose. A partir de là, si vous leur supprimez ça, c'est une manière de pouvoir vivre que vous leur supprimez. Alors si c'est ça de s'attaquer aux niches, si c'est supprimer ça aux salariés, c'est de la provocation, il faut être clair.

*Vous pensez que vous aboutirez à quelque chose dans cette discussion ? Ou vous vous êtes fait à l'idée que c'était déjà terminé et que le train passerait de toute manière ?*

Non, ce dont nous sommes sûrs, c'est que le Gouvernement, pour les raisons qu'on indiquait tout à l'heure, le Gouvernement est braqué là-dessus, il n'a pas encore annoncé clairement la couleur, mais enfin...

*Il y a le marqueur courage, vous m'avez parlé d'un marqueur courage ?*

Oui, enfin marqueur courage ! Politicien.

*Electoral, politicien, j'ai entendu.*

Voilà, ce n'est pas... donc ce marqueur-là, il va essayer vraisemblablement d'aller sur le report de la durée de l'âge, du droit de départ à la retraite à 60 ans. Ca, il va essayer. Si on veut le bloquer, il faut qu'il y ait une mobilisation, c'est comme ça ! Si,

ça veut dire...

*Vous m'avez dit « pas dans la rue » je ne comprends pas ? Qu'est-ce qu'on fait ? On bloque le pays ? Grève générale ? C'est ça ?*

Je n'ai pas parlé de ça. J'ai dit déjà une journée de grève, que l'on puisse lancer ensemble une journée de grève, avec ce sentiment de bloquer le pays.

*Quand ?*

Ca je ne veux pas arrêter la date, si on le décide ensemble. J'ai dit au moment opportun, ce n'est pas à moi de décider tout seul. Alors ou les autres sont d'accord, considèrent qu'effectivement les manifs à répétition, parce qu'on l'a fait en 2003, parce qu'on l'a fait en 2009, ont fait le constat que ça ne marche pas. Moi, je ne suis pas un idéologue, je suis quelqu'un de pragmatique. Ou alors on considère que non, il n'est pas question de faire autre chose, ça veut dire que d'une manière ou d'une autre, ceux qui ne veulent pas faire autre chose, ils veulent laisser passer le bidule. Chacun prendra ses responsabilités.

*40 secondes, est-ce qu'on a une chance de régler le problème des retraites en France ?*

Attendez si...

*C'est possible ou est-ce qu'il faudra attendre le prochain mandat de N. Sarkozy ou un successeur éventuel...*

Attendez, je n'ai pas le sentiment qu'on pourra régler...

*Il y a des gens qui vivent aujourd'hui dans l'urgence ne serait-ce psychologique de savoir ce qu'ils vont toucher quand ils seront, voilà...*

Voilà, les jeunes pourraient être rassurés, si on réglait sérieusement le problème...

*Oui, alors est-ce qu'on a une chance de le régler ?*

Pour le moment non, je le dis clairement. Le Gouvernement va essayer de passer une mesure qu'il considère comme symbolique, mais qui sera reculé en arrière, une régression sociale. Et en plus, ça ne règlera pas le problème financier. Donc ça veut dire que le problème se reposera peut-être dans deux ans ou dans trois ans. Je ne trouve pas ça très sérieux et c'est anxiogène.

*Voilà pourquoi J.-C. Mailly parle non pas de « concertation » mais de « confrontation », on a compris ce lapsus qui n'en était pas un. Merci, d'avoir été notre*

*invité ce matin.*

Merci à vous.